



• contact@energies2050.org • www.energies2050.org •

Doha, une conférence en panne d'inspiration... chronique d'une crise climatique annoncée



Stéphane POUFFARY

**Directeur Général
& Fondateur Président d'Honneur de
l'Association ENERGIES 2050
Décembre 2012**
stephane.pouffary@energies2050.org

Afrique Environnement Plus
Article publié dans le numéro de novembre-
décembre 2012

Ce numéro d'Afrique Environnement Plus sortira quelques jours après la fin de la Conférence de Doha qui s'est déroulée au Qatar du 26 novembre au 7 décembre 2012. Il sortira également quelques jours avant la fin de l'année 2012 qui restera une année très particulière dans l'histoire de l'humanité. Ainsi, parler des décisions de Doha est aussi et avant tout parler de notre histoire d'hier et d'aujourd'hui et de notre capacité collective à construire une société et un futur plus juste, solidaire et respectueux des ressources naturelles.

Chacun d'entre nous, quel que soit son pays d'origine ou sa situation personnelle, sait que Doha n'a pas été à la hauteur des enjeux et des défis. Et pourtant, Doha s'est déroulée dans un contexte international particulier avec des événements climatiques extrêmes à répétition et une conscience très fine des risques que nos sociétés courent si rien n'est fait pour infléchir à la baisse la trajectoire de nos émissions de gaz à effet de serre (GES). Chacun connaissait l'histoire passée et la possible histoire future ... malgré cela, Doha a visiblement manqué son rendez-vous et la conférence s'est terminée avec plus de questions que de réponses. Il convient pour autant de ne pas baisser les bras car cela serait donner raison aux sceptiques, aux pessimistes, aux égoïstes et aux irresponsables.

Comme je l'ai déjà écrit à de nombreuses reprises, l'histoire n'est pas encore terminée et il y a encore d'autres chapitres à écrire. Cet article a été rédigé dans cet esprit. Il n'a pas pour objet de regarder en détail l'ensemble des décisions qui ont été prises ni même des non décisions. Le texte ci-dessous a pour objet de raconter une histoire de ce qu'aurait pu être Doha, de rappeler qu'il s'agit de choses graves et sérieuses et que nous sommes en train d'écrire l'Histoire pour plusieurs siècles à venir. Il se veut une simple contribution pour que chacun n'oublie pas de quoi nous sommes en train de parler. Pour que chacun se réapproprie les enjeux et les défis mais aussi et surtout les opportunités d'action.

Le texte ci-dessous s'inspire de plusieurs travaux et publications rédigés en partie en direct de Doha.



• contact@energies2050.org • www.energies2050.org •

Invitation à l'action

L'association ENERGIES 2050 a activement participé à la Conférence de Doha tant en amont, en informant, formant, expliquant et en participant à la rédaction de plusieurs documents techniques ou de plaidoyers que pendant la Conférence en agissant auprès de membres de délégations nationales ou en participant à des événements associés pour présenter des opportunités d'action. Pour nous l'histoire, même si malheureusement elle se répète, n'est pas une fatalité.

ENERGIES 2050 est une organisation non gouvernementale qui rassemble des citoyens et des experts d'une cinquantaine de nationalités et qui travaille sur la Grande Transition, qu'il s'agisse de la transition énergétique ou de la mise en mouvement d'une société plus humaine, plurielle et solidaire, porteuse de paix et respectueuse des biens communs de l'humanité. Nous plaidons pour une implication de l'ensemble des citoyens du Monde dans la mise en place d'un nouveau modèle de développement partagé, à imaginer collectivement. Nos recherches et actions s'inscrivent simultanément au niveau local, point d'ancrage de toute mise en œuvre et laboratoire des actions à élaborer, et au niveau global pour partager et dupliquer les expériences réussies tout en bénéficiant des leçons tirées des échecs.

La certitude que les trajectoires de développement de nos sociétés ne sont pas une fatalité est à l'origine de nos actions. La solution ne peut pas être qu'une question de connaissance ou d'outils ou encore que politique, économique, technologique ou sociale. La recherche d'un mieux vivre ensemble devra se faire dans le respect des ressources naturelles et d'une indispensable solidarité à réinventer. ENERGIES 2050 travaille sur les questions associées au développement durable, au changement climatique et aux défis énergétiques. L'association désire notamment replacer une approche énergétique en accord avec les principes de l'éco-développement au cœur de l'action citoyenne en promouvant la maîtrise de la demande en énergie et les énergies renouvelables. Cet article se veut aussi une invitation au partage et à l'action. N'hésitez pas à nous contacter pour vous associer à nos travaux ou nous associer aux vôtres (contact@energies2050.org & www.energies2050.org).

Doha pour quoi faire ? Pour qui ? Comment ?

La Conférence de Doha sur les changements climatiques s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) officiellement adoptée dans l'enceinte des Nations Unies, à New York, le 9 mai 1992. La CCNUCC sera présentée la même année lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro de 1992. Au travers de cette convention, la communauté internationale reconnaissait l'importance que représentaient les changements climatiques associés aux activités humaines et la nécessité collective de stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre pour éviter toute altération irréversible du climat. Il s'agissait également de mettre en œuvre les principes dits du « développement durable ». La convention est entrée en vigueur le 21 Mars 1994 et compte aujourd'hui 195 parties signataires.

L'article 7 de la convention prévoit que « La première session de la Conférence des Parties [...] se tiendra un an au plus tard après l'entrée en vigueur de la convention. Par la suite, la Conférence des Parties, à moins qu'elle n'en décide autrement, tient des sessions ordinaires une fois par an. »

Conformément à cet article et, suite à l'entrée en vigueur de la Convention, les parties contractantes à la convention se sont réunies pour la première fois en 1995 à Berlin en Allemagne. Depuis lors l'ensemble des parties se réunit une fois par an lors de la Conférence des Parties (CdP) afin de faire le point sur l'état d'avancement de la convention.



• contact@energies2050.org • www.energies2050.org •

C'est dans ce cadre que s'est déroulée à Doha du 26 novembre au 7 décembre 2012, la 18^e Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CDP-18) ; la 17^{ème} Conférence des Parties (CdP-17) ayant eu lieu à Durban du 28 novembre au 9 décembre 2011, la 16^{ème} à Cancun en 2010...

Le Protocole de Kyoto la pierre angulaire de l'engagement, l'ambition et l'action

Dès le début, les parties ont convenu qu'il fallait adosser à la CCNUCC, un protocole ayant une force juridiquement contraignante pour mettre en œuvre les principes de la convention ; cette dernière jouant le rôle d'inspiration et de cadrage politique et le protocole étant un des instruments de mise en œuvre. Enfin et en tant que préambule indispensable, l'action, qu'elle soit politique ou technique, se devait de s'inscrire selon le principe de responsabilité partagée mais différenciée au regard des origines du changement climatique. Les pays industrialisés, historiquement principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre, devaient réduire de manière significative, progressive et sur le long terme leurs émissions de gaz à effet de serre. Les pays en développement, historiquement peu responsables des émissions de GES, devaient pouvoir augmenter leurs émissions pour rattraper leur retard en développement tout en s'engageant sur des modes de développement à faible teneur en carbone pour que développement ne rime pas avec émissions de GES. Pour ce faire, la mise en place de mécanismes de flexibilité devait permettre d'organiser cette transition selon un scénario gagnant-gagnant pour un bénéfice partagé dans un climat préservé.

Adopté en 1997 à Kyoto au Japon à l'occasion de la 3^{ème} CdP, le Protocole dit de Kyoto (PK) est entré en vigueur le 16 février 2005 suite à sa ratification par la Russie.

La Conférence des Parties de la CCNUCC de Montréal qui a suivi l'adoption du PK est devenu également la première réunion des parties du Protocole de Kyoto (on parle dès lors également de la CRP – Conférence des Parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto). C'est aussi pourquoi à Doha s'est organisée en parallèle à la CdP 18, la 8^{ème} Conférence des Parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto (CRP-8).

Le protocole n'avait pas vocation à se terminer et devait se déployer sur plusieurs périodes avec des objectifs de réduction de GES qui auraient dû être progressivement de plus en plus ambitieux. Sur la première période 2008-2012 (qui se terminera le 31 décembre 2012), les 37 pays concernés avaient initialement accepté de réduire collectivement leurs émissions globales de GES de 5% en-dessous des niveaux de 1990 (année dite de référence) avec des objectifs particuliers, variant d'un pays à l'autre. Le Protocole de Kyoto comptait au démarrage de la Conférence de Doha 192 parties signataires (les Etats-Unis ne sont pas signataires du PK alors qu'ils ont ratifié la CCNUCC). Pour finir, il convient ici de rappeler que le Protocole de Kyoto dans sa version initiale ne couvre qu'environ 30 % des émissions mondiales.

Replacer Doha dans son contexte : un monde en crise enfermée dans les limites de son modèle de développement et incapable de dépasser ses égoïsmes

Les faits sont là ! La plupart d'entre nous l'a déjà écrit à de multiples reprises et pire, chacun d'entre nous l'a déjà constaté et ce, de jour en jour : nous vivons dans un monde malade de son modèle de développement et de son incapacité à en changer.

Notre monde est malade physiquement car l'humanité et notre environnement subissent jour après jour les conséquences de notre modèle de développement.



• contact@energies2050.org • www.energies2050.org •

Notre monde est malade mentalement car les décideurs continuent à reproduire les situations à l'origine des crises que nous subissons alors que chacun sait, comme le disait Albert Einstein, que «l'on ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré».

Notre monde est malade de sa gouvernance car les instances qui le dirigent qu'elles soient nationales ou internationales tout en connaissant avec précision les origines de cette situation et surtout, les solutions à mettre en œuvre, sont incapables de s'accorder sur des objectifs ambitieux et à faire appliquer les rares décisions prises.

L'humanité est confrontée à des défis et des crises politiques, sociales, écologiques et économiques de plus en plus sévères, brutales et complexes par leurs ampleurs et leurs interdépendances et avec des conséquences potentiellement irréversibles. Ces défis sont renforcés par la croissance démographique, les contraintes sur les ressources naturelles et les inégalités et la pauvreté qui frappent encore une part significative de la population mondiale. Notre modèle de développement et notre gouvernance internationale ont témoigné de leurs limites et de leur incapacité à répondre à ces défis malgré un nombre sans cesse grandissant d'instances de concertation et de négociation, d'accords internationaux et les non moins nombreuses institutions spécialisées aux niveaux régionaux, nationaux ou internationaux en charge de leur mise en œuvre.

A ce qui précède il convient d'ajouter que le monde d'aujourd'hui est résolument différent de celui d'hier. On citera sans être exhaustif l'émergence économique et politique de nouvelles puissances, les crises répétées rencontrées par les pays industrialisés et le rôle de nouveaux acteurs économiques ou politiques supra nationaux. Pour finir, la crise climatique exacerbe ces défis avec des conséquences chaque jour de plus en plus visibles pour une part grandissante de l'humanité et les conséquences des changements climatiques nous interpellent sur les conditions même de la survie du monde tel que nous le connaissons.

Dans ce contexte, les problématiques locales et globales interagissent plus que jamais et il est désormais acquis que le monde tel que nous l'avons connu et sur lequel s'est construite notre histoire récente ne sera pas en mesure de répondre aux défis sans une profonde modification de son organisation. Il s'agit désormais de dépasser le fractionnement des actions et des thématiques organisées selon des approches sectorielles et verticales peu ou pas structurées de manière complémentaire. Il s'agit aussi, ni plus ni moins, de s'interroger collectivement sur le modèle de développement que nous voulons mettre en place autour d'un objectif partagé et sur les conditions de sa mise en œuvre pour un avenir différent, équitable, solidaire et respectueux des ressources naturelles.

2012 ... une année particulière dans l'histoire de l'humanité ou de l'urgence d'un nécessaire engagement renouvelé et ambitieux

Comme rappelé ci-dessus, la Conférence de Doha s'est déroulée dans un cadre international plus préoccupant que jamais avec des pays confrontés à des crises inédites, brutales et complexes dans leurs ampleurs et dans leurs dépendances. Pour autant, force est de constater que les signaux avant-coureurs ont été très largement identifiés et que, de conférences sur les changements climatiques en conférences sur le développement durable ou autres sommets internationaux sectoriels, les enjeux et les défis mais aussi les opportunités d'action sont bien identifiés, connus et très souvent partagés par l'ensemble des acteurs concernés (politiques, privés, organisations internationales, société civile...).

Au-delà de Doha, 2012 restera aussi celle de l'année de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (CNUDD), encore appelée Rio+20, qui s'est déroulée du 20 au 22 juin à Rio de Janeiro au Brésil, 20 ans après le premier Sommet de la Terre organisé dans la même ville en 1992. Alors que le «Rio» de 1992 avait permis d'élaborer une certaine idée du développement dit «durable» ou «soutenable»,



• contact@energies2050.org • www.energies2050.org •

la deuxième se devait d'apporter des réponses concrètes et opérationnelles aux défis auxquels sont confrontées nos sociétés. Chacun s'accordait à dire que Rio+20, malgré les difficultés annoncées, nous permettrait d'infléchir les tendances et de redéfinir collectivement un mieux vivre ensemble. Le respect des ressources naturelles disponibles et la mise en œuvre à l'échelle mondiale d'une réelle et indispensable solidarité pour un développement partagé et universel étaient identifiés comme les seuls garants de la pérennité de nos sociétés. Il s'agissait également d'évaluer les efforts et les avancées des pays dans l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement et de préparer l'agenda des Nations Unies pour les prochaines années.

2012 avait été également proclamée Année internationale de l'énergie durable pour tous avec le lancement de l'initiative du même nom par le secrétaire général de l'ONU qui vise d'ici à 2030 à assurer l'accès universel à un niveau minimum de services énergétiques modernes ; à doubler le taux de croissance de l'efficacité énergétique et la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique.

Quelle que puisse être la lecture que chacun fera des conclusions de Rio+20, force est de constater que le document final «Le futur que nous voulons» est très loin d'être à la hauteur des attentes et que la déclaration ressemble plus à une longue liste incantatoire qu'à un plan d'action concret et opérationnel. L'énergie avait été présentée comme une thématique transversale centrale pour un développement plus durable de nos sociétés et pour la lutte contre la pauvreté. Chacun y voyait comme une évidence et s'attendait à des décisions à la hauteur des défis. Le document final de 50 pages qui sera approuvé contiendra 5 articles sur l'énergie (articles 125 à 129) sur les 283 articles du document. L'article invitant à une diminution et une sortie progressive des subventions aux énergies fossiles (seul article véritablement concret) présent dans la version intermédiaire sera purement et simplement supprimé dans le document final.

Pour finir et comme nous l'avons rappelé précédemment 2012 aura été également l'année de la fin de la première période d'engagement du Protocole de Kyoto qui se terminera le 31 décembre 2012 et qui est à ce jour le seul accord international contraignant sur le changement climatique pour les pays qui l'ont signé.

Un monde énergivore, schizophrène dans sa relation à l'énergie

L'utilisation des combustibles fossiles contribue pour plus de 65 % aux émissions de gaz à effet de serre. Le système énergétique mondial actuel se caractérise par une forte dépendance aux combustibles fossiles (plus de 80% dans le bilan de la consommation mondiale), une part importante de l'humanité qui n'a pas accès aux services énergétiques modernes (1,3 milliard soit 20% de l'humanité n'a pas accès à l'électricité et 2,4 milliards de personnes soit plus du tiers de l'humanité dépend encore de la biomasse-énergie pour répondre à leurs besoins) et une importante augmentation de la demande énergétique tirée par les pays émergents et par les secteurs du transport et du bâtiment sachant que ce constat devrait encore s'accélérer dans les prochaines décennies.

Qu'il s'agisse des pays exportateurs ou importateurs, l'énergie a été à l'origine de la construction de notre histoire moderne et, dans une grande partie, elle est à l'origine des rapports de forces entre les pays. Ceci étant dit, notre histoire énergétique, c'est-à-dire nos modes de production et de consommation se sont basés jusqu'à ces dernières décennies sur une énergie peu chère et abondante même si elle était inégalement répartie tant au regard de la ressource c'est-à-dire des zones de production que des zones de consommation. Aujourd'hui, confronté à une forte croissance démographique, le monde fait l'expérience d'une compétition sans précédent pour accéder à des ressources devenues rares et les questions d'indépendance et de sécurité d'approvisionnement, d'accès à l'énergie, de compétitivité ou encore de facture énergétique sont, plus que jamais, au cœur des préoccupations des pays importateurs et de la communauté internationale.



• contact@energies2050.org • www.energies2050.org •

Au-delà des impacts évidents sur les changements climatiques, un tel système fait courir à l'économie mondiale et à l'environnement global des risques majeurs de plus en plus préoccupants (plafonnement prévisible de la production d'énergies fossiles malgré la découverte de nouveaux gisements, risques technologiques, chacun ayant en mémoire les récents incidents de Fukushima Daiichi et les doutes profonds dans l'esprit des usagers sur la sûreté des installations nucléaires ou encore risques environnementaux comme en témoignent les débats et les polémiques sur les gaz de schistes,...) sans compter les conséquences sur la variabilité et la hausse des prix. A cela il faudrait ajouter nos modes de consommation et de production, les bâtiments dans lesquels nous vivons ou encore la rapide et forte urbanisation que nous connaissons, qui ne font que fragiliser notre système énergétique avec des effets de blocages augmentant notre dépendance énergétique pour plusieurs années ou décennies à venir.

Pour finir, ce système n'est pas durable au regard de la croissance démographique (4 milliards de personnes supplémentaires d'ici 2050) et de la part grandissante du nombre de personnes n'ayant pas accès à une énergie durable ou qui sont en situation de précarité ou de pauvreté énergétique.

Un tel système énergétique, qui ne répond pas aux besoins des plus démunis tout en faisant courir à l'économie mondiale et à l'environnement global des risques d'effondrement, n'est pas viable et chacun s'accorde à dire qu'à moins d'un changement radical de paradigme, il conduira vers une impasse en termes de sécurité, de climat et d'équité sociale.

Les mots de cadrage et d'introduction qui précèdent, témoignent d'un monde confronté aux limites de son modèle de développement, en panne d'ambition et parfois d'inspiration avec un rapport à l'énergie complexe, souvent contradictoire voire même schizophrénique. En guise d'illustration on rappellera ici que, malgré ce qui précède, les subventions aux énergies fossiles ont augmenté de 30% en 2011, notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, pour atteindre 523 milliards de dollars (600 milliards selon les sources) et que la même année les subventions aux énergies renouvelables n'ont été que de 88 milliards de dollars. On rappellera également que d'ici à 2035, la demande mondiale en énergie devrait augmenter de plus du tiers notamment par la hausse du niveau de vie en Chine, en Inde ou au Moyen-Orient et les trajectoires actuelles laissent à penser que les énergies fossiles resteront la source d'énergie dominante pendant encore de nombreuses années.

A l'ouverture de Doha ... des risques connus et reconnus

Alors que l'objectif officiel des négociations internationales sur les changements climatiques est de maintenir le réchauffement planétaire à un niveau inférieur à 2°C, les derniers rapports publiés en novembre 2012 par la Banque Mondiale, le PNUE –Programme des Nations Unies pour l'Environnement- ou encore l'Agence Internationale de l'Energie avec son World Energy Outlook 2012, nous ont alertés une fois de plus sur des tendances affolantes en terme d'émissions de GES ou d'augmentation de la température moyenne d'ici à 2050 ou 2060.

Si le scénario A2 du précédent rapport du GIEC –Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat- publié en 2007 parlait d'une augmentation possible de 3°C à 4°C des températures moyennes d'ici à 2100, le dernier rapport de la Banque Mondiale parle de 4°C dès 2060 avec un risque d'arriver à des valeurs extrêmes de +6°C d'ici à la fin du siècle (les prochains rapports du GIEC sortiront en 2013 et 2014).

De tels scénarii deviennent plus probables et apparemment «inévitables» de jour en jour et les conséquences attendues sont annoncées comme «chaotiques et partiellement imprévisibles» qu'il s'agisse de contraintes sur les ressources en eau, des impacts sur l'agriculture ou sur les migrations de populations. Certains même, comme la Banque Mondiale, parlent «d'une cascade de changements cataclysmiques» qui concernerait



• contact@energies2050.org • www.energies2050.org •

essentiellement les pays pauvres même si aucun pays ne serait épargné comme en témoignent les récents événements climatiques aux Etats-Unis ou en Europe.

Au regard des conséquences connues et reconnues, le mandat pour Doha était clair : un accord de l'ensemble de la communauté internationale sur la réponse politique à apporter à la crise climatique et sur les modalités de mise en œuvre pour arriver à maintenir le réchauffement planétaire à un niveau inférieur à 2°C (voire idéalement à moins de 1,5°C) pour limiter les conséquences du changement climatique.

Ceci étant dit, Doha partait avec des handicaps significatifs à la fois sur le fonds et sur la forme et avec un bilan plus que mitigé sur la première période d'engagement du Protocole de Kyoto.

Pour mémoire, le «paquet» de décisions issu de la précédente Conférence des Parties qui s'est déroulée à Durban en décembre 2011 n'avait pas été à la hauteur des attentes et l'essentiel des mesures à prendre avait été repoussé à une date ultérieure. Les désaccords au cours de cette conférence avaient été criants et, in fine, les représentants des 190 pays participants ne s'étaient entendus sur quasiment rien. Cependant, pour éviter de s'engouffrer dans une crise politique, en plus de la crise climatique devenue plus qu'évidente, les parties avaient sauvé la face en s'entendant sur la mise en place de la Plate-forme de Durban (ADP) ayant pour mandat "l'élaboration d'un protocole, un autre instrument juridique ou une conclusion concertée ayant force de loi au titre de la convention, applicable à toutes les parties" (c'est-à-dire à l'ensemble des pays). Le processus qui a débuté en mai 2012, doit se terminer en 2015 pour une entrée en vigueur en 2020. Chacun appréciera la subtilité de la formulation et son manque de clarté sur la réalité du futur régime qui sera mis en place et plus encore sur le « vide » juridique entre 2013 et 2020.

Doha ... une conférence de la plus haute importance

Chacun aura compris que Doha n'a pas commencé sous le signe de la facilité. Pour autant, tout restait possible et les opportunités pour infléchir les tendances étaient connues de tous. Chacun avait une parfaite connaissance des défis, enjeux mais aussi des opportunités. On citera ici l'exemple de l'énergie avec un nombre tout simplement incroyable de déclarations à l'unisson de l'ensemble des pays, acteurs privés ou des représentants de la société civile sur la nécessité de changer nos modes de consommation et de production et de mettre en œuvre les promesses de la transition énergétique. Les personnes présentes à Doha se souviendront du nombre significatif d'événements parallèles sur la sobriété énergétique et l'importance de la prise en compte de l'efficacité énergétique ou encore sur les bénéfices des sources d'énergies renouvelables locales et décentralisées.

Le mandat de Doha était sans ambiguïté : s'accorder sur une vision partagée sur le long terme, sur des objectifs ambitieux et sur les moyens à mettre en œuvre sans perdre de vue «l'histoire climatique» en termes de responsabilité partagée mais différenciée tout en prenant en compte la nouvelle organisation mondiale.

Il s'agissait notamment pour les pays industrialisés de s'accorder sur les modalités de mise en œuvre de la seconde période d'engagement du Protocole de Kyoto (sa durée sur 5 ou 8 ans, les parties signataires et l'ambition des objectifs).

La question des financements à mobiliser qu'il s'agisse des mécanismes à même de renforcer les mesures d'atténuation mais aussi et surtout les mesures pour prendre en compte les besoins en adaptation des pays en développement et plus particulièrement les pays les moins avancés devaient être centrale avec l'opérationnalisation du Fonds Vert pour le Climat et surtout son financement. On rappellera sur ce point l'engagement des pays industrialisés de mobiliser des financements additionnels pour le climat, promis à



• contact@energies2050.org • www.energies2050.org •

partir de 2013 et jusqu'en 2020 pour répondre aux besoins en terme d'adaptation des pays les plus pauvres avec un volume mobilisé conjointement de 100 milliards de dollars US par an).

Il s'agissait également de ne pas oublier le principe de responsabilité partagée mais différenciée qui est la base de l'esprit de la Convention Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). Ce point dans le contexte des crises que rencontrent nos sociétés est sujet à de fortes controverses et certains le remettent en cause compte tenu du nouvel ordre mondial (notamment avec les niveaux d'émissions de GES de certains pays comme la Chine ou les pays producteurs d'énergie fossiles qui ne sont pas concernés par des objectifs de réduction de leurs émissions). Les pays en développement et plus particulièrement les pays insulaires et les pays les moins avancés sont très sensibles sur ce sujet car il ne faudrait pas que l'urgence de l'action se traduise par une nouvelle « injustice » climatique à leur égard.

Clin d'œil malicieux ou opportunité historique de donner au monde une nouvelle inspiration, la COP-18 se déroulait à Doha qui est le pays qui produit le plus d'émissions de CO₂ par habitant au monde. Chacun espérait que le Qatar, en tant que chef d'orchestre de ces deux semaines de négociations, pèse de tout son poids dans les débats en leur donnant une ambition particulière qui aurait marqué les esprits pour les décennies à venir.

Des discussions techniques, sans ambition et sur fonds de désaccords

Les attentes vis-à-vis de la conférence n'étaient visiblement pas les mêmes selon que l'on se place du côté des pays industrialisés, des pays avec des économies en transition ou des pays en développement. Chacun est resté la plupart du temps sur ses positions et les avancées ont été faibles et rarement opérationnelles malgré des rappels à l'ordre et au bon sens.

En guise d'exemple, on citera ici la session de clôture, le jeudi 6 décembre 2012, du groupe de travail spécial sur les nouveaux engagements des parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto (AWG-KP). Le texte produit avec de nombreuses et importantes options non validées laissé à l'attention des Ministres ne marquera pas les mémoires. La question de « l'air chaud » a donné lieu à des discussions sans fin et a failli bloquer toute possible avancée. Pour mémoire, cette question est liée au fait que certains pays ont largement dépassé leurs objectifs de réduction sur la première période du PK et qu'ils se retrouvent dépositaire d'importantes quantités de permis d'émission. Le problème vient du fait que ce « stock » est rarement le fruit d'une réduction des émissions de GES volontariste mais plutôt le résultat d'un simple effet mécanique suite à la nouvelle organisation politique des pays de l'ex-bloc de l'Est et du sous-dimensionnement des objectifs de réduction qu'ils avaient obtenus sur la première période en échange de leur adhésion. On notera sur ce point la position de la Pologne ou de la Russie qui exigent de conserver cette « bulle d'air » en préalable à tout engagement pour une possible deuxième période du PK.

A l'inverse de la faiblesse du texte, l'intervention du délégué des Philippines au cours de cette session restera tristement dans les mémoires. Ce dernier bouleversera l'auditoire en témoignant de la souffrance de son pays confronté au passage du typhon Bopha et, d'une manière générale, aux conséquences du changement climatique. Il interpellera chacun des délégués en déclarant que « *si les bonnes décisions n'étaient pas prises ici alors où le seraient-elles ? Que si nous n'assumons pas la responsabilité de notre futur, alors qui le ferait ?* ». Il a parlé de courage, de noblesse et d'avenir.



• contact@energies2050.org • www.energies2050.org •

Un paquet de décisions qui cristallise les désaccords et le manque d'ambition

Comme cela est désormais devenue une coutume, la CdP 18 ne s'est pas terminée le vendredi soir et elle a joué les prolongations. Le vice premier ministre du Qatar Abdallah Al-Attiya, qui présidait la COP18, remettra le 7 décembre aux représentants des différents pays un texte qui devait, selon lui, pouvoir être un compromis acceptable par tout le monde. Invitant chacun à l'action il déclarera « *Le temps est venu d'intensifier les efforts* ».

Même si ce point paraît anecdotique, la prolongation de la conférence pose d'importants problèmes aux pays qui ne peuvent pas en assumer le coût. A Doha comme à Copenhague ou à Durban un nombre important de ministres de pays du Sud a dû rentrer et les négociateurs étaient moins nombreux lors de la décision finale.

Le samedi 8 décembre, les décisions seront adoptées « à toute vitesse » sans que les parties présentes aient eu le temps de formellement se positionner. Le mécontentement sera quasi général et certains parleront même d'un incident diplomatique majeur. Le délégué russe déclarera "*c'est la première fois que je vois un tel précédent*". Les américains signaleront immédiatement leur désaccord. Le Président de la COP répondra en session "*les décisions adoptées reflètent la volonté des parties dans leur ensemble*".

Doha aura été la première conférence sur les changements climatiques organisée au Moyen-Orient. Elle aura rassemblé environ 9 000 participants dont environ 4 400 représentants officiels gouvernementaux, 4 000 représentants des Nations Unies, de leurs agences spécialisés, des organisations internationales et des représentants de la société civile ainsi qu'environ 700 correspondants des médias.

Doha a délivré son lot de décisions et toutes les voix se sont levées unanimement pour protester sur la médiocrité et la faiblesse des décisions qui ont été prises, qu'il s'agisse des objectifs de réduction, des financements, de l'équité ou de la responsabilité des pays historiquement responsables du changement climatique.

C'est un fait qui ne peut être discuté par personne. Doha a brillé par son manque d'ambition.

Il y aura certes une seconde période du Protocole de Kyoto mais un protocole revu à la baisse et sans ambition. Il commencera le 1^{er} janvier 2013 pour une durée de 8 ans. Acte important mais à la portée symbolique, les pays concernés ne représentent que 15% des émissions mondiales. Malgré la modestie de l'engagement, il convient de rendre hommage à l'Union Européenne, l'Australie, l'Islande, la Norvège et la Suisse pour cette décision courageuse. Le Japon, la Russie, le Canada et la Nouvelle-Zélande ont fait marche arrière et quittent le bateau en pleine tourmente. Les Etats-Unis ne sont toujours pas partants. Notons que la Pologne, qui accueillera la prochaine conférence sur le climat en 2013 a témoigné de la plus grande rigidité à l'égard de son « air chaud » et qu'elle est très certainement en partie responsable de la médiocrité des résultats.

Les accords de Durban même s'ils n'ont pas été remis en cause sont restés dans le domaine de l'incantatoire et aucune décision pour alléger le fardeau des conséquences des changements climatiques pour les pays les plus vulnérables n'a été prise. De la non prise en compte au déni il n'y a qu'un pas et les paroles du délégué philippin resteront un appel dans le vide qui résonnera dans nos mémoires.

Aucune décision n'a été prise sur les financements. Malgré quelques modestes annonces, les fonds promis ne sont pas encore disponibles. Le fonds vert reste pour le moment un fonds vide et aucune annonce n'a été faite sur les stratégies des pays pour mobiliser des financements publics additionnels et innovants. Le débat est reporté à 2013.



• contact@energies2050.org • www.energies2050.org •

Dans ce contexte, que penser de l'annonce faite le 10 décembre par le Qatar, Bahreïn, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite de soumettre prochainement des plans nationaux d'atténuation de leurs émissions de gaz à effet de serre sans pour autant qu'un calendrier soit précisé.

Les autres points restent posés et renvoyés à plus tard. Les négociations pour le futur accord de 2015 s'annoncent difficile avec des positions à priori sans appel des Etats-Unis et de la Chine.

S'ouvre à présent une nouvelle période de négociation faite plus que jamais d'incertitude. Après la Pologne en 2013, un pays d'Amérique Latine en 2014, elle se terminera en 2015 probablement à Paris qui s'est portée candidate pour l'organisation de cette conférence qui portera une immense responsabilité pour notre histoire collective.

Une tentative de conclusion

En résumé Doha peut se traduire par : pas d'ambition, pas de financements, peu ou pas d'engagements, d'innombrables options pour que chacun fasse ce qu'il veut et pas de mécanisme de compensation pour les pays les moins avancés.

Connie Hedegaard, la commissaire européenne au climat déclarera sur Twitter le soir de la clôture «Un parcours pas facile. Un parcours pas joli. Un parcours pas très rapide. Mais nous avons pu franchir le pont. Maintenant nous devons aller plus vite» (*Not an easy ride. Not a beautiful ride. And not a very fast ride. But we managed to cross the bridge. Now we need more speed.*)

Que dire de plus.

Nous savons tous que les conséquences vont au-delà même de ce que nous pouvons imaginer. Nous savons tous que le coût de l'action serait mille fois moins important que le coût, demain, de la réparation. Et pourtant d'année en année nous glissons sur une pente déraisonnable et chemin faisant, la vitesse de la descente se fait plus rapide comme en témoignent les événements extrêmes et les crises auxquelles nos sociétés sont confrontées qui se multiplient de jour en jour.

Les conséquences des changements climatiques sont déjà visibles et elles défraient les chroniques presque quotidiennement. Tout cela aurait dû, à minima, interpeller nos dirigeants sur le fait que d'une façon ou d'une autre l'addition devra être payée par quelqu'un !

Continuer à imaginer qu'un pays sera à l'abri ou sera moins touché que d'autres tient de la plus évidente irrationalité. Laisser les pays en développement avec de nouveaux fardeaux qui ne font que renforcer les difficultés auxquelles les populations sont déjà confrontées tient autant de l'égoïsme que de l'immoralité.

Il ne s'agit pas ici de distribuer des bons et des mauvais points. Notre histoire collective s'en chargera.

Doha n'a pas fonctionné. Certains sont en colère, d'autres abattus. Tous regrettent.

Doha pouvait-il faire mieux ? Oui assurément même si chacun savait que les échanges seraient difficiles compte tenu de divergences caricaturales. Certains délégués avaient d'ailleurs tenté dès le début de minimiser les objectifs pour être sûrs de ne pas avoir à s'engager.



• contact@energies2050.org • www.energies2050.org •

Doha aurait-elle dû faire mieux ? Oui assurément et à la mesure de l'urgence. Inutile de refaire la démonstration. Les faits, les chiffres, les risques, les conséquences ont été répétés jusqu'à l'ivresse.

Voilà, le temps de la conclusion est là. Je retrouve ici mes notes rédigées à l'issue de Durban. Les mots sont tristement les mêmes en remplaçant simplement Durban par Doha.

« Doha marquera notre histoire contemporaine comme un témoin gênant de l'incapacité pour nos gouvernements à répondre solidairement et dans un esprit de responsabilité partagée aux urgences qui plaident pour une action immédiate.

.../... Pour autant, Doha ouvre la porte à un « après » et ce point mérite d'être souligné ».

Au-delà du sentiment d'avoir perdu encore une fois une bataille, je fais partie des personnes qui pensent que nous avons évité le pire car les parties prenantes restent encore autour de la table et ont une enceinte pour continuer à travailler. Un clash complet aurait posé plus de problèmes que de solutions.

Comme je l'avais écrit à l'issue de Durban rien ne pourrait être pire que de baisser les bras car nul doute que cela ne ferait que servir les pays et les acteurs qui délibérément torpillent et veulent détruire les rares avancées.

L'histoire n'est assurément pas encore totalement écrite. Il convient ici de rendre hommage à ces femmes et hommes politiques et aux représentants de la société civile qui se battent au quotidien pour faire avancer les choses.

La question du changement climatique n'est pas un sujet facile car elle questionne chacun d'entre nous sur ses modes de consommation et de production mais aussi sur son regard à l'autre. Rien ne pourrait être pire que de céder du terrain par lassitude ou par fatalisme.

Le futur ne sera pas simplement celui que nous voulons en référence au document décidé à Rio+20. Il sera ce que nous faisons.

Pour ce qui nous concerne ENERGIES 2050 continue et continuera à se mobiliser dans ce combat.

Stéphane POUFFARY

Directeur Général d'ENERGIES 2050

stephane.pouffary@energies2050.org

Biot, le 25 décembre 2012